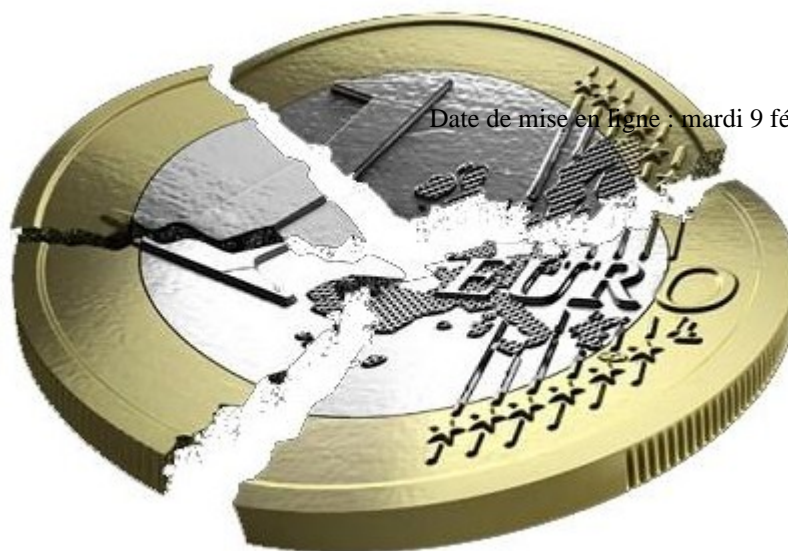


Extrait du Université Populaire de Toulouse

<http://universitepopulaireretoulouse.fr/spip.php?article614>

Atelier-débat : "Faudrait-il ou pas sortir de l'euro ?"

- Université Populaire de Toulouse - Programme d'activités -



Date de mise en ligne : mardi 9 février 2016

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Espaces Marx, les Amis du Monde Diplomatique, la Fondation Copernic 31, ATTAC 31 et l'Université Populaire de Toulouse vous invitent à participer à l'atelier-débat animé par l'économiste financier François Morin le jeudi 18 février 2016 de 18h à 20h30 à la bourse du travail salle Jean Jaurès

Dans le cadre de cet atelier, nous n'aurons pas la prétention de dire ce qu'auraient dû décider les responsables politiques de Syriza (sortir la Grèce ou pas de l'euro) ni de conseiller les futurs responsables de Podemos et d'Izquierda Unida si on les laisse accéder aux manettes. Il s'agira plutôt de cerner les conditions économiques, financières et sociales concrètes auxquelles ils sont (ou seront) confrontés, compte tenu de leur relatif isolement européen face aux exigences de la troïka. Car si les citoyens européens s'étaient mobilisés lors de manifestations sociales ou/et suite à une série de victoires électorales d'une gauche résolument antilibérale, il est évident que la troïka n'aurait pu s'opposer aux volontés des peuples concernés. En l'absence de ce qu'on était (et est) en droit d'espérer, nous nous retrouvons donc face aux méfaits d'une monnaie unique.

Les médias dominants mettent présentement l'accent sur le résultat du futur referendum britannique sur la sortie éventuelle du Royaume Uni de l'UE (le Brexit) suite aux négociations engagées par D. Cameron avec l'UE. Un Brexit pourrait avoir certaines conséquences : rapatriement d'implantations londoniennes de banques européennes et transfert de l'autorité bancaire européenne de Londres à Dublin, contrôle des européens à l'entrée du RU et des britanniques à l'entrée de l'Europe, suppression probable des aides sociales aux européens travaillant au RU, etc. Mais cela ne devrait pas entraîner de profondes révisions des orientations libérales de ce qui resterait de l'UE.

Ne devrions nous pas ré insister sur une solution globale, plus favorable aux intérêts sociaux des peuples européens que des intérêts financiers représentés par le lobby de "l'International Finance Institute" ? Cette solution, c'est un euro qui soit une monnaie, non plus unique mais commune puisqu'en 1997, l'économiste marxiste Suzanne de Brunhoff prédisait : "une monnaie unique, dans un espace européen sans Etat, paraîtra indépendante des revendications qui s'exprimeront dans les frontières nationales, sur lesquelles elle exercera, d'en haut, sa pression". Ces prévisions funestes se sont réalisées puisque si la monnaie unique est effectivement indépendante de la sphère politique, elle est dépendante du bon vouloir du lobby financier ! De plus, S. De Brunhoff précisait qu'avec des luttes sociales en butte au fractionnement des Etats, "il en résulterait une aggravation des tensions nationalistes ou régionalistes déjà fortes", favorisant - comme on peut le constater - la mobilisation des droites européennes extrêmes.

Depuis 2012, la zone euro est en grand danger, car suite à la crise financière de 2008-2009, les dettes publiques ont explosé, réduisant à néant les politiques budgétaires des pays de l'eurozone. La situation grecque est toujours tendue, le Brexit menace, la bulle des dettes publiques menace d'exploser entraînant une nouvelle méga-crise financière à l'échelle planétaire. C'est alors la zone euro et la construction européenne qui risquent d'être emportés. Doit-on ou peut-on anticiper de tels événements ?